

**Fiche de remarques**  
**Comité de suivi interfonds 2014-2020**  
**(Consultation écrite du 24 juin au 7 juillet 2020)**

**Relecteur(s) Nom et Organisme : Béatrice CHEVALIER, Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Ressources, Département des Hautes-Alpes**

**Remarque(s) détaillée(s) :**

Ordre du jour	Remarques
<p>Point 1 :</p> <p>« 1.2 Le soutien du FSE se traduit par la création d'un nouvel axe dédié aux actions cofinancées dans la cadre de la CRII pour un montant total de 13M€ de FSE, visant à soutenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le développement de l'enseignement à distance,</li> <li>- l'achat de masques de protection individuelle »</li> </ul>	<p>Lors de la consultation du Comité de suivi du 15 au 28 avril 2020 visant à valider la proposition de cadrage général de la mise en œuvre de la CRII (nouvelle Initiative d'Investissement en réaction au Coronavirus) pour le POR FEDER/FSE 2014/2020, la Métropole Nice Côte d'Azur a formulé une demande additionnelle concernant le lancement d'un appel à projets pour soutenir les collectivités ayant déployé le télétravail de leurs agents en réponse à la crise (avec comme dépenses éligibles : dépenses liées aux infrastructures numériques serveurs et réseaux ainsi que les licences télétravail, frais télécoms et déploiement au wifi, extension plateforme VPN, etc.).</p> <p>Le relevé de décision de la consultation écrite de ce comité de suivi ainsi que la nouvelle proposition de cadre général de mise en œuvre de la CRII pour le programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 n'apportent pas de réponse à ce point particulier.</p> <p>Pourtant, le 18 mars 2020, les commissaires européens Elisa Ferreira, responsable de la cohésion et des réformes, et Nicolas Schmit, responsable de l'emploi et des droits sociaux, ont envoyé des lettres à tous les pays de l'UE pour les informer de l'aide individuelle qu'ils peuvent recevoir dans le cadre de la <i>Coronavirus Response Investment Initiative – Initiative d'investissement en réponse au Coronavirus</i> (CRII).</p> <p>La lettre adressée à la France prévoit explicitement que le FSE puisse « soutenir le développement de nouvelles formes d'organisation du travail, y compris le télétravail » dans un objectif de renforcement de la capacité institutionnelle et de l'efficacité de l'administration publique.</p> <p>Le Département des Hautes-Alpes souhaiterait que ce point particulier soit étudié. Parmi les critères d'éligibilité retenus, le Département suggère que les collectivités territoriales soient bénéficiaires et que l'ensemble des dépenses liées à la mise en place de cette nouvelle organisation de travail soient rendues éligibles (infrastructures, formation, ordinateurs, etc.).</p>